

Admission Collège universitaire session 2013

Copie épreuve d'Histoire

Premier exercice : Composition

Sujet 1 : un exemple d'économie-monde, l'économie-monde britannique

L'économiste et historien français Fernand Braudel a défini une économie-monde comme un territoire sur lequel s'exerce une intégration décroissante à partir de son centre. C'est un espace économiquement autonome, dont le cœur revêt les attributs d'une puissance multiforme avant tout fondée sur une hégémonie économique, à l'image de Venise et Gênes au XIII^e siècle, ou d'Amsterdam aux XIV-XV^{es} siècles. Or, après l'échec du blocus continental napoléonien et la défaite de Waterloo en 1815, le Royaume-Uni est devenu une puissance débarrassée de toute concurrence, et s'affirme, tout en maintenant son « splendide isolement », comme la puissance de premier rang, grâce à l'emprise de l'économie-monde qu'elle constitue. Dès lors, comment le Royaume-Uni s'impose-t-il à partir de 1850 comme une économie-monde, quelles en sont les caractéristiques, et pourquoi ne parvient-il pas à conserver ce statut au sortir de ce « grand XIX^e siècle », symbolisant la fin du monde européen ? Nous verrons qu'avec le grand boom victorien de la Révolution Industrielle, le Royaume-Uni devient la première puissance économique mondiale (I), et fonde ainsi une véritable économie-monde grâce à un impérialisme à la fois politique et surtout économique (II), mais qu'à l'approche de XX^e siècle, l'économie-monde britannique voit sa puissance s'effriter (III).

Il s'agira d'étudier ici les racines sur lesquelles le Royaume-Uni s'est appuyé pour constituer son économie-monde, c'est-à-dire son statut de première puissance économique mondiale. On verra donc que le Royaume-Uni réunit, en 1850, les conditions nécessaires au développement économique qu'il connaît grâce à la révolution industrielle, et qui est renforcé par le libre-échange qu'il institue.

En 1850, le Royaume-Uni, grâce à son insularité et aux mœurs de la démocratie parlementaire qu'il forme, est l'une des puissances les plus pacifiées et les plus stables du Vieux Continent. En effet, elle est stable politiquement (contrairement au laboratoire de régimes politiques français), elle est unifiée (contrairement à l'Allemagne encore empêtrée dans des questions politiques à l'image de la guerre des Duchés ou Sadowa) et elle n'est pas archaïque (contrairement à la Russie tsariste). De plus, elle dispose d'une capitale puissante qu'est Londres, avec le centre financier qu'est la City et un port important. Ainsi, le Royaume-Uni peut amorcer un vrai développement économique alors qu'apparaît un nouvel état d'esprit lié à la croyance en la prédestination calviniste, qui pousse à rechercher la réussite matérielle et qu'a mis en exergue le père de la sociologie, Max Weber. Le Royaume-Uni apparaît comme une terre d'élection privilégiée pour amorcer un vrai développement économique : il peut entrer de plain-pied dans l'ère de la croissance économique, comme l'a montré Angus Maddison.

Ainsi, le Royaume-Uni va devenir la puissance économique la plus importante du monde avec la Révolution Industrielle. En profitant des innovations technologiques du XVIII^e siècle, comme la machine à vapeur, le Royaume-Uni s'enrichit grâce aux secteurs porteurs de cette nouvelle ère, qui commence en 1850, que sont les chemins de fer, le charbon, la métallurgie et le textile. Ainsi, le « grand boom victorien » se caractérise-t-il par des taux annuels de croissance de l'ordre de 2 % par an. Sachant qu'Angus Maddison a montré que le PIB mondial n'a été multiplié que par dix entre l'an 0 et 1870, on comprend à quel point ce taux de 2 % annuel est important. Le développement économique du Royaume-Uni est tel qu'en 1870, le pays produit 40 % des biens manufacturés dans le monde.

Ce développement économique sans précédent est renforcé par le libre-échange, modèle que souhaite imposer le Royaume-Uni dans la lignée des grands théoriciens du commerce international que sont l'écossais Adam Smith et l'anglais David Ricardo, tous deux britanniques, donc. Dès 1846, le Royaume-Uni adopte le libre-échange, convertit la France en 1860 et abolit les « Corn Laws ». Or, ce dogme libre-échangiste renforce l'hégémonie économique britannique, comme l'analysera Friedrich List, puisque, en pénétrant les pays à faible maturité économique, les produits britanniques constituent une concurrence déloyale et empêchent les industries nationales de se développer.

Ainsi, grâce à un environnement sociopolitique favorable, le Royaume-Uni devient la première puissance économique mondiale au cours du « grand boom victorien » de la Révolution Industrielle, renforcée par le libre-échange qu'il promet. Cette puissance économique sans précédent constitue le terreau de l'économie-monde britannique, car c'est en fait le centre depuis lequel va s'exercer une intégration, pour reprendre les mots de Braudel. Cette intégration sur laquelle repose l'économie-monde britannique va être assurée par un véritable impérialisme.

Nous verrons donc maintenant en quoi l'économie-monde britannique repose sur un impérialisme économique, puis politique, et comment elle est renforcée par une exploitation économique de l'Empire et de ses colonies.

Le Royaume-Uni de la reine Victoria met en place un véritable impérialisme économique, que lui permet son rang de première puissance. Il impose ainsi une division internationale du travail, fondée sur une spécialisation des pays peu développés dans le commerce de matières premières brutes à très faible valeur ajoutée. Puis le Royaume-Uni achète ces matières qu'il transforme en biens manufacturés écoulés sur tous les marchés mondiaux, et notamment ceux des pays peu développés. Pour entretenir ce circuit, les Britanniques prêtent leurs capitaux au reste du monde, qui achète leurs produits. De plus, si le Royaume-Uni se fournit principalement en matières premières dans ses colonies, il possède aussi de l'étain en Bolivie, des concessions en Chine ou du minerai en Nouvelle-Guinée. Les Britanniques sont d'ailleurs prêts à intervenir pour garantir leurs intérêts commerciaux, comme dans le cadre des guerres de l'opium avec la Chine.

Mais l'économie-monde britannique repose aussi sur un impérialisme politique. Le Royaume-Uni a constitué le premier empire colonial du monde, rassemblant le cinquième des terres émergées de la planète et près de 400 millions d'habitants (en 1914). Victoria possède, à l'égal de Charles Quint, un empire sur lequel le soleil ne se couche jamais. Cet empire rassemble ainsi l'Afrique orientale, l'Afrique australe (grâce à l'armée privée de Cécil Rhodes, qui a conquis la Rhodésie et le Nyassaland), l'Empire des Indes (le joyau de la couronne), les dominions canadiens, australiens et néo-zélandais, et diverses possessions comme Malte, les Falkland et Sainte Hélène. Le Royaume-Uni a ainsi découvert le Zambèze, avec Livingstone, ou le lac Tanganyika, avec la société royale de géographie de Londres.

Cet empire britannique, sans rival dans l'histoire (ni Alexandre, ni Gengis Khan, ni Napoléon n'auront été à la tête d'un si grand empire), permet d'affermir la domination de l'économie-monde britannique. En effet, les colonies sont « mises en valeur » dans le seul souci du commerce d'exportation vers la métropole. De plus, des spoliations de terres sont mises en œuvre, comme en Afrique australe. Les Britanniques ont également recours à l'impôt sur le travail et au travail forcé, pratiqué par la De Beers ou Firestone au Libéria (bien qu'indépendant). Les Britanniques s'assurent de mettre en place des autorités locales qui leur sont fidèles également, dans le cadre de l'« indirect rule », comme le fera Sir Frederick Lugard au Nigéria.

Ainsi, le Royaume-Uni assure son rang d'économie-monde grâce à un véritable impérialisme, à la fois économique, mais aussi politique. Pourtant, au tournant du siècle, l'économie-monde britannique commence à vaciller.

Il s'agira de voir comment le Royaume-Uni est affaibli par la Première Guerre mondiale, qui l'a poussé à sortir de son splendide isolement, puis en quoi la Grande Guerre n'a fait, en réalité, qu'accélérer l'apparition de difficultés structurelles et profondes pour l'économie-monde britannique, et enfin comment la puissance du grand boom victorien se fissure dans son centre même qu'est le Royaume-Uni au cours des années 20.

Solidaire de la France dans le cadre de l'Entente Cordiale de 1904, le Royaume-Uni participe à la guerre. Au lendemain de la Grande Guerre, le Royaume-Uni est clairement affaibli. En rompant avec le splendide isolement du XIX^e siècle, il a beaucoup perdu. La guerre a en effet été un véritable choc d'offre négatif : faute de main d'œuvre, les usines doivent fermer et l'économie de guerre totale exige de vrais sacrifices. Une dette monstrueuse a été contractée, suivant la maxime de Louis-Lucien Klotz « l'Allemagne paiera ». Dès lors, le Gold Standard s'est rompu, provoquant des déséquilibres monétaires. En outre, le Royaume-Uni n'est plus crédeur mais débiteur à l'égard du reste du monde : il est passé du statut de prêteur à celui d'emprunteur, notamment vis-à-vis de la puissance montante américaine.

Les difficultés de l'économie britannique ne s'arrangent pas dans les années 20, car le Royaume-Uni souffre d'handicaps structurels. Moteur du grand boom victorien, le charbon britannique n'est plus aussi compétitif face à d'autres pays, et surtout d'autres sources d'énergie. La seconde révolution industrielle engagée après la Grande Dépression (1873-1896) se fonde en effet sur les applications industrielles et domestiques de l'électricité. De plus, le Royaume-Uni souffre de la crise conjoncturelle de 1920-21, due à des problèmes de surproduction et de faiblesse de la consommation. Enfin, le chancelier de l'Échiquier, Winston Churchill, mène une politique visant à restaurer la parité de la livre vis-à-vis du dollar, qui pénalise les exportations du pays.

Enfin, ces handicaps de la puissance britannique amènent à ce que le centre même de l'économie-monde britannique soit ébranlé, c'est-à-dire le Royaume-Uni, avec des conflits sociaux et politiques. La situation économique a conduit à un développement des syndicats, les « trade-unions », qui organisent des grèves, comme en 1926, où la production de charbon s'arrête pendant trois mois. Le premier Premier ministre travailliste de l'histoire qu'est Ramsay MacDonald ne parvient pas à améliorer la situation, si bien qu'il est obligé de s'allier avec les conservateurs pour rester au 10 Downing Street. Enfin, l'empire commence à se fissurer : en Irlande, le Sinn Fein d'Eamon de Valera oblige les Britanniques à consentir au traité de 1921, et en Inde, le parti du Congrès de Gandhi organise les premières campagnes de désobéissance civile en 1920-22.

L'économie-monde britannique s'enracine dans le « grand boom victorien » de la Révolution Industrielle, qui fait du Royaume-Uni et de sa capitale, Londres, la première puissance économique mondiale. Avec le libre-échange et la division internationale du travail qu'il met en place, le Royaume-Uni a permis, à partir de 1850, l'émergence d'une véritable économie-monde britannique, dont les ressorts sont un impérialisme économique et politique. Mais, alors que s'achève le grand XIX^e siècle, qui avait commencé en 1815 avec l'élimination de l'Empire français, dernier concurrent et menace pour les Britanniques, le Royaume-Uni voit sa puissance économique se fissurer. Les contestations sociales et politiques, ainsi que la seconde révolution industrielle, ont raison de l'économie-monde britannique. Cette notion d'économie-monde, forgée par Braudel, a vu dans la puissance britannique de 1850 à 1914 sa plus belle et puissante représentation, son meilleur exemple concret. Néanmoins, aujourd'hui, la notion d'économie-monde semble limitée pour comprendre les mécanismes du système économique international. Dans un monde caractérisé par une pluralité de centres d'impulsions, la mondialisation est telle qu'aucune ville ou aucune puissance ne semble pouvoir être la seule à exercer une intégration décroissante à partir de son centre sur un territoire.

Sujet 2 : la guerre d'Algérie

La guerre d'Algérie représente à elle seule la conclusion chaotique de la période coloniale en France. Le conflit oppose les indépendantistes algériens aux forces conventionnelles de l'armée française. Il prend la forme d'une guerre civile qui tait son nom. Une guerre civile puisque l'Algérie, conquise par la France en 1830 est par la suite départementalisée et intégrée au territoire français. Une guerre qui tait son nom car le terme de « guerre d'Algérie » est postérieur au conflit, les autorités françaises évoquaient celui-ci comme de simples « événements d'Algérie ». Traditionnellement la guerre d'Algérie est délimitée par l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 qui la déclenche et par les accords d'Evian qui scellent la fin de la guerre le 18 mars 1962. Toutefois, dans la mesure où la colonisation de l'Algérie est le produit d'une conquête militaire, celle-ci ayant été imposée au peuple algérien et à son souverain, le Dey d'Alger, en 1830 malgré la résistance combattante menée par Abd el-Kader sur le territoire algérien, on peut considérer que l'affrontement entre la France et les indépendantistes algériens commence avec la conquête de l'Algérie. La guerre déclenchée en 1954 s'inscrit dans le contexte de la décolonisation et la fin de l'Empire français. La même année, le Président du conseil Pierre Mendès-France prononce le célèbre discours de Carthage dans lequel il se dit favorable au processus de décolonisation, et engage l'émancipation de la Tunisie et du Maroc, voisins de l'Algérie, conclue en 1956. Pourtant le même Pierre Mendès-France, ainsi que la majorité de la classe politique de la IV^{ème} République, soutient fermement que « L'Algérie, c'est la France ». Ce contraste amène nécessairement à s'interroger sur la singularité de la question algérienne dans le cadre de la décolonisation. En quoi la guerre d'Algérie témoigne-t-elle de l'exception que constitue l'Algérie au sein de l'Empire colonial français ?

Tout d'abord, la situation particulière de l'Algérie conduit inévitablement à la guerre, débouche sur une guerre dans laquelle l'armée française s'enlise à mesure que celle-ci se radicalise, et le règlement du conflit se déroule dans la difficulté et la violence.

La situation particulière de l'Algérie conduit inévitablement à la guerre : une situation injuste, impossible à réformer, qui entraîne la radicalisation du mouvement indépendantiste en Algérie.

Le statut de l'Algérie diffère de celui des autres territoires de l'Empire français, pourtant les rapports de domination et d'exploitation propres à la colonisation y sont les mêmes. L'Algérie fait figure d'exception dans la mesure où elle est conquise bien avant la « course au clocher » qui lance la colonisation massive de l'Afrique par les Européens, puis est entièrement intégrée à la France. L'Algérie est en effet départementalisée, dépend non pas du Ministère des Colonies, ou du Ministère des Affaires étrangères, mais bien du Ministère de l'Intérieur, et est supposée être le symbole de l'idéal assimilationniste qui marque la colonisation française. Cependant la réalité est toute autre. La situation en Algérie est profondément injuste dans la mesure où la majorité musulmane autochtone (environ neuf dixièmes de la population et neuf millions de personnes) est entièrement dominée par le petit million d'Européens habitant en Algérie. Ces derniers sont propriétaires de grands domaines agricoles, dans lesquels ils font travailler de force les populations musulmanes régies par le code de l'indigénat de 1881 qui donne aux colons des droits régaliens d'autorité sur les populations musulmanes. Celles-ci, en dépit de l'idéal assimilationniste, ne disposent pas de la nationalité française. On peut considérer qu'ils sont français dans la mesure où ils n'ont pas d'autre nationalité, mais ils ne jouissent pas de la citoyenneté, bien qu'ils soient tous obligés d'accomplir leur service militaire à partir de 1911.

Cette situation injuste apparaît rapidement impossible à réformer pour une République soucieuse de pérenniser l'idéal d'assimilation tout en conservant la domination de l'Algérie. Une première réforme en 1919 prévoit la création de collèges électoraux séparés entre Européens et Musulmans, toutefois ces derniers élisent le même nombre de représentants alors que les Européens sont minoritaires en Algérie. Ces collèges électoraux ne portent que pour des élections locales. En 1947, le GPRE accorde finalement aux Musulmans le droit de voter pour être représentés au Parlement de Paris, mais la sincérité des scrutins est douteuse et les trucages organisés par les Européens sont nombreux. La question de la nationalité est également posée. Les Juifs d'Algérie l'obtiennent dès 1870,

mais sont également minoritaires. Un projet de loi est mis en place durant la période du Front populaire, le projet Blum-Viollette de 1936, qui prévoit l'accès à la nationalité d'une partie de la population, mais le projet est abandonné suite à l'opposition du Sénat.

La conséquence directe de ce blocage des réformes est sans doute la montée et la radicalisation du nationalisme en Algérie. Il en existe deux tendances. La première, menée par Messali Hadj, est précocement indépendantiste, et ce dernier crée en 1926 le premier parti indépendantiste dans l'Empire français : Etoile Nord-Africaine. En 1937, il refondera ce rassemblement en le nommant Parti du peuple algérien. La seconde tendance est celle représentée par Ferhat Abbas. Ce dernier est à l'origine partisan de la négociation et de l'égalité des droits. Toutefois, le blocage des réformes radicalise ses positions. Il publie en 1943 le Manifeste du peuple algérien, puis crée en 1944 un vaste regroupement des Amis du Manifeste et de la liberté. Finalement, Ferhat Abbas défend l'indépendance de l'Algérie vis-à-vis de la France.

Dans ce contexte de plus en plus tendu, le moindre incident peut déclencher une guerre entre les indépendantistes et la métropole. L'enlèvement dans le conflit survient donc à la suite d'une insurrection en 1954, est marqué par un enlèvement de l'armée française de plus en plus important, et pérennisé par l'intransigeance des belligérants.

L'insurrection du 1^{er} novembre 1954 lance la guerre d'Algérie. Elle se nourrit de la montée des nationalismes qui la précède, plus particulièrement elle fait suite aux émeutes de Sétif et de Guelma du 8 mai 1945 au cours desquelles est brandi pour la première fois le drapeau algérien. Surnommée « Toussaint rouge », l'insurrection est violemment réprimée. Cependant, elle marque la fondation du Front de Libération Nationale (FLN), qui s'impose comme le champion de l'indépendance algérienne. Ce, au prix d'un conflit violent contre le Mouvement national algérien de Messali Hadj, symbole d'une guerre civile qui par certains aspects peut s'avérer être un conflit algéro-algérien.

En réponse à ces événements, l'engagement français est de plus en plus important, en dépit du fait que celui-ci taise son nom en métropole. L'engagement s'amorce en 1955, mais c'est l'arrivée au poste de président du Conseil de Guy Mollet en janvier 1956 qui l'entraîne réellement. Ce dernier envoie immédiatement un contingent en Algérie, et obtient dès mars 1956 du Parlement les pouvoirs spéciaux pour régler la question algérienne. Le conflit s'intensifie en 1957 avec la bataille d'Alger qui se déroule sur plusieurs mois. L'armée française l'emporte militairement à Alger, mais ses pratiques ne sont pas conventionnelles : la traque des dirigeants du FLN est organisée au moyen de la torture des capturés pour obtenir des informations permettant de capturer les autres, et ainsi de suite.

La victoire militaire à Alger ne suffit pourtant pas à achever le conflit, et l'enlèvement est le produit de la double intransigeance des belligérants. Tout d'abord l'intransigeance du FLN, à laquelle se rallie Ferhat Abbas en 1956, qui rejette la négociation et demande l'indépendance immédiate. En 1958 est créé le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) dont Ferhat Abbas prend la direction. Mais c'est sûrement l'intransigeance des Européens d'Algérie, les ultras de l'Algérie française, qui rend toute mesure impossible. Ces derniers accueillent Guy Mollet en février 1956 par des huées et des lancers de tomates, puisque son programme pour l'Algérie se définissait par le triptyque « cessez-le-feu, élections libres, négociations. » Cependant leur rejet de sa politique est infondé puisque celui-ci n'est en aucun cas partisan de l'indépendance. Leur intransigeance bloque cependant tout espoir de négociation entre les belligérants.

Le conflit finit enfin par se régler, mais ce règlement n'est pas sans violence et rencontre de nombreuses difficultés. Il est permis par le retour au pouvoir du général de Gaulle suite à la crise du 13 mai 1958, mais son choix de l'autodétermination pour régler le conflit se trouve confronté à des difficultés. La guerre d'achève ainsi dans la violence.

Le retour au pouvoir du général de Gaulle est un événement décisif. A la suite de la démission de Félix Gaillard le 15 avril 1958 en raison du scandale de l'affaire Sakiet, le président du MRP Pierre Pflimlin s'apprête à être investi chef du gouvernement, et annonce son intention de régler la question algérienne par la négociation. Le 13 mai 1958, un groupe d'ultras hostiles à son projet prennent le

pouvoir par la force à Alger et instituent un Comité de Salut Public présidé dans un premier temps par le général Massu, puis par le général Salan, son supérieur hiérarchique. La crainte d'un coup de force venu d'Alger se répand en métropole, et l'on fait alors appel au général de Gaulle qui se dit « prêt à assumer le pouvoir et la République » dans un communiqué le 15 mai. Ce dernier est finalement nommé président du Conseil le 1^{er} juin. Le 4, il se rend en Algérie et prononce un discours qui ne révèle pas ses intentions. Il est en effet difficile de déterminer à qui de Gaulle s'adresse lorsqu'il affirme : « je vous ai compris ». S'agit-il des indépendantistes ? des ultras de l'Algérie française ? En effet, bien que ces derniers ne soient pas profondément gaullistes, ils voient d'un bon œil son retour au pouvoir, pensant qu'il entendra leurs revendications.

Finalement, le général de Gaulle s'engage dans une politique étonnement favorable à la décolonisation. Il proclame la Communauté française en 1958, qui succède à l'Union française pour désigner l'Empire. Mais surtout, il se prononce en septembre 1959 favorable à l'autodétermination pour les Algériens. Contestant la légitimité du GPRA, il propose un référendum qui laissera aux Algériens le choix entre l'association et l'indépendance. Cette décision est bien perçue en métropole, notamment par la gauche intellectuelle à l'image de Jean-Paul Sartre. Ce projet est d'ailleurs approuvé par référendum par la grande majorité des Français. Cependant l'intransigeance des ultras reste forte, comme en témoigne la « semaine des barricades » de janvier 1960, où encore le putsch des généraux de 1961, contre lequel il faudra employer toute la fermeté et la ténacité du général de Gaulle pour rétablir l'ordre. L'armée française reste en effet fidèle au général, et suit ses ordres plutôt que ceux du « quarteron des généraux en retraite », auteurs du putsch.

Enfin, la guerre s'achève dans la violence. Les accords d'Evian du 18 mars 1962 parviennent finalement à établir le cessez-le-feu suite aux négociations. Ces derniers sont acceptés par référendum en France, puis en Algérie, laquelle proclame son indépendance le 3 juillet. Cependant la violence reste présente, autant du fait de l'organisation territoriale menée par des ultras intransigeants que par le massacre des supplétifs de l'armée française (les harkis) perpétré par le FLN. Celui-ci s'impose alors comme le parti unique de la nouvelle République algérienne. La guerre s'est achevée dans la violence, et n'est pas parvenue à établir la démocratie.

La guerre d'Algérie est rendue inévitable, et est le produit de la situation injuste que provoque le système colonial. Celle-ci a des conséquences profondes en France comme en Algérie, et errone un conflit de mémoire. Avant tout, l'Algérie montre l'échec de l'idéal assimilationniste.